

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX













Travaux de réaménagement de l'accès ISAE- SUPAERO/CANAL DU MIDI

Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 3 juin 2025 à 14:00

Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace
10 Avenue Marc Pégélin (ex avenue Edouard Belin)
BP 54032
31055 TOULOUSE CEDEX 4

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Travaux de réaménagement de l'accès ISAE-SUPAERO/CANAL DU MIDI
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	4
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Définies par lot
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes.....	5
3.1 - Conduite d'opération.....	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre	5
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	6
3.4 - Contrôle technique.....	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Contenu du dossier de consultation	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	10
6.1 - Documents à produire.....	10
6.2 - Visites sur site.....	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
7.1 - Transmission électronique.....	11
7.2 - Transmission sous support papier.....	13
8 - Examen des candidatures et des offres	13
8.1 - Sélection des candidatures.....	13
8.2 - Attribution des marchés.....	13
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	14
9 - Renseignements complémentaires.....	14
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	15
9.2 - Procédures de recours	15
10 - Clauses complémentaires	15

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Travaux de réaménagement de l'accès ISAE-SUPAERO/CANAL DU MIDI

Le projet concerne la création d'une rampe d'accès piétons/cycles afin de permettre l'accès au campus ISAE-SUPAERO depuis le canal du Midi, au droit de la passerelle située au niveau de l'INSA.

L'opération vise principalement à faciliter l'accès aux étudiants et aux personnels sur le campus de l'ISAE-SUPAERO et sur le site de l'ONERA (parcelle commune) depuis le canal du Midi afin de favoriser les modes doux de déplacement. Le canal donne accès au métro et aux bus et relie les campus des divers établissements de la zone scientifique de Rangueil. Il permet de plus l'utilisation du vélo et de pratiquer les autres modes doux de déplacement grâce à l'environnement protégé des voies sur berges et des pistes cyclables.

Les travaux seront exécutés en chantier clos mais sur site occupé avec maintien des activités.

Lieu(x) d'exécution :

ISAE-SUPAERO

10 avenue Marc Pégélin (ex avenue Edouard Belin) - BP 54032

31400 Toulouse

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Terrassement - Voirie et réseaux divers - Gros-œuvre
02	Serrurerie - Charpente métallique - Portillons
03	Electricité CFO/CFA
04	Plantations

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Le ou les lots suivants seront passés selon une procédure distincte de la présente consultation, conformément aux dispositions du Décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique – article 6 modifié par le Décret n°2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux :

Lot n°02 : Serrurerie - Charpente métallique - Portillons

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour les lots 1, 3 et 4.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45112700-2	Travaux d'aménagement paysager

Lot(s)	Code principal	Description
--------	----------------	-------------

01	45112500-0	Travaux de terrassement
01	45233200-1	Travaux de revêtement divers
01	45223220-4	Travaux de gros œuvre
02	45223110-0	Installation de structures en métal
03	45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques
03	45316100-6	Installation d'appareils d'éclairage extérieur
04	45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Lot(s)	Nomenclature	Libellé
01	BF02	TRAVAUX DE REHABILITATION OU DE REUTILISATION
	BE08	VOIRIE RESEAUX DISTRIBUTION (VRD)
02	BF02	TRAVAUX DE REHABILITATION OU DE REUTILISATION
	BE02	MENUISERIE, SERRURERIE
03	BF02	TRAVAUX DE REHABILITATION OU DE REUTILISATION
	BE06	ELECTRICITE SUR INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES BATIMENTS
04	BF02	TRAVAUX DE REHABILITATION OU DE REUTILISATION
	BE09	AUTRES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES BATIMENTS

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Groupement conjoint

Co-traitant 1 (mandataire solidaire)

TPF Ingénierie - 78 ch. des Sept Deniers - 31204 TOULOUSE Cedex 2

Co-traitant 2

Atelier A4 - 59 av. Crampel 31400 TOULOUSE

Co-traitant 3

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est DIA, ESQ, APS, APD, PRO/DCE, ACT, VISA, DET, OPC, AOR/GPA.

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre : **TPF Ingénierie**.

3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

BUREAU VERITAS

12 rue Michel Labrousse – Bât. 15 – 31047 TOULOUSE

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

L + LE + SEI-CC + SEI-IN + SEI-TB + SEI-TM + SEI-Cdt + ENV-IN + ENV-TB + ENV-EL + HAND

Le contrôleur technique est représenté par : Benoît BORREL

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de **niveau III** sera assurée par :

ELYFEC - 20 Boulevard de Thibaud - 31100 Toulouse

Le CSPS est représenté par : José DOMINGUES

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Projet Toulouse campus et ressources propres.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation










Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles (lots 1, 3 et 4)

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- le dossier du moe « ISAE ACCES CANAL_DCE_moe » comprenant les sous-dossiers et documents suivants :


PIECES-GRAPHIQUES

PLANS GENERAUX



-  C08 COUPES LM.pdf
-  C07 COUPES IJK.pdf
-  C06 COUPES EFGH.pdf
-  C05 COUPES ABCD.pdf
-  C03 ELEVATION PROJET 1-200.pdf
-  C01 PLAN MASSE PROJET 1-100.pdf
-  A03 ELEVATION EST EDL.pdf
-  A02 TOPO - 117080-07-ISAE SUPAERO-PLAN MASSE_PURGE-A2 AVEC CARTOUCHE 1-200.pdf
-  A01 TOPO - 117080-07-ISAE SUPAERO-PLAN MASSE_PURGE-A2 AVEC CARTOUCHE 1-1000.pdf

PIÈCES PAR LOTS











LOT-04_PLANTATIONS

-  LOT4 ACCES CANAL ISAE_PLAN MASSE plantations-PA5_PLAN PLANTATIONS.pdf






LOT-03_ELEC-CFO-CFA

-  BTO230033-ACCES CANAL ISAE_DCE_ELE03.pdf
-  BTO230033-ACCES CANAL ISAE_DCE_ELE02.pdf
-  BTO230033-ACCES CANAL ISAE_DCE-ELE01.pdf

LOT-02_SERRU-PORTILLONS









-  E10 DETAIL Enseigne intégrée au portique.pdf
-  E09 DETAIL Portique côté canal OTION A Ind A.pdf
-  E08 DETAIL Portique OPTION B.pdf
-  E07 DETAIL Portique OPTION A Ind A.pdf
-  E06 DETAIL Portique Axonométrie.pdf
-  E05 DETAIL Escalier Assemblage.pdf
-  E04 DETAIL Escalier Elevation + détails.pdf
-  E03 DETAIL Escalier Coupe.pdf
-  E02 DETAIL Escalier Axo éclaté.pdf
-  E01 DETAIL Escalier axonométrie.pdf

LOT-01_VRD-GO






-  BTO230033-ACCES CANAL ISAE_DCE_VRD200 Plan de principe VRD - Traitement de surface.pdf
-  BTO230033-ACCES CANAL ISAE_DCE_VRD100 Plan de principe VRD - Réseaux.pdf
-  BTO230033-ACCES CANAL ISAE_DCE_STR100 Plan de principe de structure.pdf
-  BTO230033-ACCES CANAL ISAE_DCE_PIC100 Plan de principe d'installations de chantier.pdf
-  BTO230033-ACCES CANAL ISAE_DCE_DEM100 Plan de principe de dépose et démolition.pdf

PIECES-ECRITES

CGPDF

-  BTO230033_CDPGF_LOT 04_PLANTATIONS.xlsx
-  BTO230033_CDPGF_LOT 04_PLANTATIONS.pdf
-  BTO230033_CDPGF_LOT 03_ELEC-CFO-CFA.xlsx
-  BTO230033_CDPGF_LOT 03_ELEC-CFO-CFA.pdf
-  BTO230033_CDPGF_LOT 02_SERRU-PORTILLONS.xlsx
-  BTO230033_CDPGF_LOT 02_SERRU-CHARPENTE METAL-PORTILLONS.pdf
-  BTO230033_CDPGF_LOT 01_TERR-VRD-GO.xlsx
-  BTO230033_CDPGF_LOT 01_TERR-VRD-GO.pdf







CCTP


-  ISAE CANAL_DCE_LOT 04 PLANTATIONS.pdf
-  ISAE CANAL_DCE_LOT 03_ELEC-CFO-CFA.pdf
-  ISAE CANAL_DCE_LOT 02_SERRUR-PORTILLONS.pdf
-  ISAE CANAL_DCE_LOT 01 TERR VRD GO.pdf
-  ISAE CANAL_DCE_LOT 00_PRESCRIPTIONS COMMUNES.pdf

ANNEXES







PERMIS AMENAGER



PIECES COMPLEMENTAIRES PA




-  PA50_ACCESSIBILITE_NOTICE_accessibilité.pdf
-  PA 50.8.3 _ ESCALIER 2.pdf
-  PA 50.8.2 _ ESCALIER 1.pdf
-  PA 50.8.1_PLAN COUPE ELEV PROJET ACCESS .pdf
-  PA 50.7 PLAN MASSE PROJET ACCESSIBILITE Lt.pdf
-  PA 50-51_2_ SITUATION 1_4000.pdf

-  PERMIS D'AMENAGER.pdf

ANNEXE CCTP LOT4 - PRECONISATIONS VNF

-  liste-produits_DESINFECTION_sral-occitanie_20190814.pdf
-  Fwd Rampe ISAE canal du Midi passerelle INSA.eml
-  2024_Préservation des arbres existants.pdf
-  06_CHANCRE_COLORE_AEV_201910_A4.pdf
-  2.4.1 - Règles phytosanitaires.pdf
-  01_Terrassement_PiedArbre_AEV_201903_A4.pdf

-  Rapport_0_05072024-150848.pdf
-  ISAE CANAL_DCE_LOT 00_ANNEXE LIMITES DE PRESTATIONS.pdf

-  PLANNING TRAVAUX SANS DATE.pdf
-  PLANNING ETUDES & TRAVAUX.pdf
-  LISTE PIECES DCE.pdf

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) indice 0 du 03/07/2024
- Les études géotechniques (G2PRO indice A du 09/07/2024)
- Le cadre de réponse technique
- Le cadre attestation de visite

Il est disponible à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

Les candidats sont invités, pour télécharger les DCE, à s'identifier sur la plateforme (<http://www.marches-publics.gouv.fr>). Toutefois, avant de pouvoir télécharger le dossier de consultation des entreprises, **les candidats doivent impérativement s'inscrire**. A défaut, ils ne seront pas enregistrés et l'ISAE-SUPAERO n'aura pas connaissance de leur téléchargement. De ce fait, il ne lui sera pas possible d'informer les candidats des modifications éventuelles du DCE. **Les personnes téléchargeant le dossier de consultation des entreprises seront donc particulièrement attentives à bien renseigner le champ "e-mail" dans la mesure où cette adresse pourra être utilisée par l'ISAE-SUPAERO pour informer des éventuelles modifications du dossier de consultation des entreprises et pour suivre les échanges avec les candidats postérieurement à la remise des offres.** La validité de cette adresse électronique déclarée relève de la responsabilité du candidat. L'ISAE-SUPAERO ne saurait être engagé par des documents non téléchargés directement par les candidats sur la plateforme de dématérialisation indiquée ci-dessus.

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable **pendant toute la durée de la procédure**, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **au plus tard 8 jours (soit au plus tard le 26/05/2025)** avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, **dûment complétés et accompagnés des informations/documents demandés (dont rappel ci-dessous).**

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise ([cf. DC1 - rubrique F](#)) :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements sur l'inscription sur un registre professionnel ([cf. DC2 - rubrique E](#)) :

Libellés	Signature
Extrait KBIS daté de moins de 3 mois ou équivalent	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise ([cf. DC2 - rubrique F](#)) :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise ([cf. DC2 - rubrique G](#)) :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, éventuellement appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de cinq ans seront pris en compte.	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) aux formats .xls et .pdf	Non
L'attestation de visite	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat (sur la base du CRT Cadre de réponse technique à compléter)	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire pour toutes les entreprises (afin de prendre connaissance de l'état actuel des lieux, des conditions d'accès, des contraintes de chantier, de la végétation existante, etc). **L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière. Une attestation de visite sera remise à la fin de la visite et devra être jointe à l'offre du candidat.**

Les conditions de visite sont les suivantes :

La visite aura lieu le mercredi 23 avril 2025 à 9h30.

Inscription préalable par mail à : elisabeth.vu-tuyet-hang@isae-supero.fr, adrien.andreu@isae-supero.fr, jerome.laporte@isae-supero.fr en indiquant le numéro, l'objet de la consultation et le lot : consultation n°2025TX0008 Travaux de réaménagement de l'accès ISAE-SUPAERO/CANAL DU MIDI – LOT : 1 et/ou 3 et/ou 4 et Nom(s) – Prénom(s) – Entreprise qui souhaite effectuer la visite ;

Sur demande des entreprises (via la PLACE), une deuxième visite pourra être prévue au plus tard le 20 mai 2025.

Le jour de la visite, afin de pouvoir entrer sur le site, les candidats devront se munir obligatoirement d'une pièce d'identité à présenter au bâtiment accueil de l'ISAE-SUPAERO.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Suite à la dématérialisation obligatoire des échanges depuis le 1er octobre 2018, toute offre papier sera considérée comme une offre irrégulière.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (clé usb) ou sur support papier.

La copie de sauvegarde est une copie à l'identique de la réponse électronique destinée à se substituer, en cas d'anomalies limitativement énumérées (cf. art. 2 II de l'arrêté du 27 juillet 2018), aux dossiers des candidatures et des offres transmis par voie électronique.

Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

ISAE-SUPAERO / Service achats – 10 avenue Marc Pégélin – BP 54032 – 31055 Toulouse

Horaires d'ouverture pour les remises en main propre au service achats :

Du lundi au vendredi : 9h à 12 h – 14h à 16h30

Sauf le jour de la DLRO : de 9h à 14h

Les candidats préciseront sur l'enveloppe cachetée leurs coordonnées et l'objet de la consultation :

« Raison sociale et adresse de l'entreprise »

Consultation n°2025TX0008

Travaux de réaménagement de l'accès ISAE-SUPAERO/CANAL DU MIDI Lot n° 1 et/ou 3 et/ou 4

COPIE DE SAUVEGARDE

NE PAS OUVRIR

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES.

L'ISAE-SUPAERO informe les candidats qu'il ne dispose pas d'outil permettant la vérification de la signature électronique au format CAdES. Aussi, les candidats veilleront à éviter autant que possible ce format de signature électronique.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

La vérification des conditions de participation peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

L'acheteur ne peut exiger que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché qu'il justifie ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

L'acheteur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des candidats ou le classement des offres, le candidat ou le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

L'analyse des offres pourra avoir lieu avant l'examen des candidatures.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0
2-Valeur technique	40.0
2.1-Qualité de la méthodologie proposée, en adéquation avec le planning proposé, portant sur l'organisation spécifique du chantier et sur le respect des éléments du planning	25.0
2.2-Qualité des moyens matériels et de l'organigramme présenté portant sur les moyens humains prévus pour l'organisation du chantier	15.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Toutes les lignes du CDPGF devront obligatoirement être renseignées (sous peine de voir l'offre déclarée irrégulière).

La valeur technique sera jugée sur la base des éléments du CRT (Cadre de Réponse Technique).

NOTA : Un dossier technique pourra être noté *Moyen* à *Excellent* uniquement s'il fournit les éléments **nécessaires et suffisants** pour répondre aux attentes (conformément au CRT).

Les dossiers « génériques » et/ou non strictement adaptés à cette opération (par exemple, établis sur la base de documents types, composés d'une compilation de catalogues de fournisseurs, etc), quand bien même les informations techniques seraient comprises (« noyées ») dans le tout, seront considérés comme Médiocres.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats sélectionnés (candidats ayant obtenu la meilleure note à l'issue de l'analyse initiale, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres). Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation pourra prendre la forme d'échanges écrits, de courriels et/ou d'entretiens (en présentiels et/ou en visioconférence) avec les candidats retenus (s) par le pouvoir adjudicateur et pourra porter sur tous les éléments de l'offre. Ils devront, à cet effet, transmettre une adresse électronique valide pour toute la durée de la consultation.

A titre indicatif et prévisionnel, les négociations sont prévues du 16 au 27 juin 2025.

A l'issue des négociations, le candidat devra faire parvenir à l'acheteur sa nouvelle proposition signée. Cette dernière proposition sera prise en compte pour la sélection finale.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le candidat retenu à titre provisoire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois, les adresser au pouvoir adjudicateur, mais il devra privilégier le dépôt sur la plateforme e-Attestations.

Les documents demandés, s'ils sont établis par des organismes étrangers, sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Dans le cas où le candidat a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle à l'appui de sa candidature ou de son offre, si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis la dite attestation, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir **au plus tard 12 jours (soit au plus tard le 22/05/2025)** avant la date limite de remise des plis.

ATTENTION : Suite au récent changement d'environnement PLACE, l'adresse d'envoi des messages PLACE est modifiée : il est donc impératif d'autoriser l'adresse « **nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr** » dans les filtres des anti-spams (au lieu de « **nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr** »).

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **8 jours (soit au plus tard le 26/05/2025)** au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE CEDEX 7

Tél : 05 62 73 57 57

Télécopie : 05 62 73 57 40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

CCIRA de Bordeaux
118 Cours Maréchal JUIN
BP 10001
33075 BORDEAUX CEDEX

10 - Clauses complémentaires

Dispositions d'ordre général

La remise des propositions par les candidats implique leur acceptation des clauses du règlement de la consultation. **Les candidats se doivent de signaler toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans les documents faisant partie de la présente consultation.** Le candidat dont l'offre n'est pas retenue ne peut prétendre au remboursement des frais d'établissement de son offre, ni à une quelconque indemnité à quelque titre que ce soit.

Prescriptions visant à prévenir/écarter un éventuel conflit d'intérêts

La loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique définit le conflit d'intérêts comme « toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ».

Le candidat s'engage à informer l'acheteur dans les meilleurs délais de toute connaissance de conflit d'intérêt potentiel ou avéré ; et le cas échéant, des mesures mises en place pour prévenir efficacement la situation de conflit d'intérêts.

Permis d'aménager / Début des travaux :

Le démarrage des travaux ne pourra pas commencer avant la fin du délai de recours des tiers (suivant réception du Permis d'aménager : entre mi-juin et début septembre). Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'ordonner le démarrage de la période de préparation pendant ce délai.